

Moreau et Nethys investissent aussi... au Congo

Une sous-filiale de Publifin mélange argent public et privé au sein d'une nouvelle société investissant 1,3 million d'euros au Nord-Kivu

La galaxie Publifin/Nethys n'en finit décidément pas de réserver des surprises avec des montages complexes prenant parfois de gros risques avec l'argent des Liégeois.

C'est donc promis-juré: dans les 30 jours, le gouvernement Magnette fera toute la clarté sur les intercommunales wallonnes. Mais aussi – surtout – sur ces filiales qui, bien que financées par de l'argent public, ont parfois pris une forme privée pour échapper aux règles légales, notamment en matière de rémunérations. Le cas type est bien entendu celui de la SA Nethys, dirigée par Stéphane Moreau et créée grâce à des fonds de l'intercommunale liégeoise Publifin (ex-Tecteo). On connaissait déjà le lourd questionnement sur l'investissement de cette même SA Nethys dans divers organes de presse écrite. C'est le cas de l'Avenir en Belgique, et plus encore de Nice-Matin et de La Provence de Bernard Tapie, en France. Avec une interrogation assez simple: est-il acceptable que de l'argent des communes membres de Publifin serve à financer des projets privés, au lieu de leur être

redistribué via des dividendes et bénéficier ainsi à leurs citoyens?

CAP SUR LE NORD-KIVU

La même question ne manquera sans doute pas de se poser sur au moins un autre investissement bien moins connu de Nethys. Il se fait cette fois... dans la région du Nord-Kivu.

Eh oui, au Congo! Particularité: Stéphane Moreau y intervient sur deux plans. Et il peut aussi amener à s'interroger sur deux conflits d'intérêts potentiels. Pour bien comprendre, il faut partir d'une autre société belge créée l'été dernier: la «SA Électricité du bassin de Ivugha». Selon ses statuts publiés au Moniteur le 23 août 2016, elle a été dotée d'un capital relativement modeste de 800.000 euros, sans doute appelé à être augmenté dans un avenir proche une fois que son «projet pilote» en cours sera terminé. 500.000 euros s'y sont déjà ajoutés. (lire en page de droite). Elle a notamment comme actionnaire la SA Elicio, dont le siège social est établi à Ostende. Une implantation trompeuse. Car cette société anonyme, fondée en 2014 sur les centres d'Electrawinds et spécialisée dans l'éolien onshore et offs-

hore, est en fait elle-même une filiale à 99% de la... SA Nethys, elle-même donc filiale privée

de l'intercommunale Publifin. Vous suivez? Courage, c'est presque fini. Mais on occulterait une partie intéressante du montage en ne disséquant pas le capital de cette «SA Électricité du bassin de Ivugha». Il se répartit en quatre parts égales de 200.000 euros. La première vient d'Elicio, donc de Nethys, dont l'administrateur-délégué est Stéphane Moreau. Mais une deuxième tranche est détenue par le même Stéphane Moreau, en tant que personne privée cette fois. Son troisième actionnaire? Marc Beyens, bras droit du même Stéphane Moreau. Le quatrième est la «Société civile familiale M3», fondée par Pierre Meyers et ses deux fils, le chef de famille étant également administrateur chez Nethys.

ARGENT PUBLIC

Objet de la «SA Électricité du bassin de Ivugha»? «Toutes activités liées directement ou indirectement soit à la production d'électricité, le transport d'électricité, la distribution et la vente d'électricité, tant pour compte propre que pour compte d'autrui», et ce «dans tous pays».

Malgré cette définition vo- Et plus ensuite si affinités. de corruption de ses officiels? Et l'ontairement large pour lui Le projet, en cours de réali- deux: n'y a-t-il pas conflit d'inté- permettre de se développer, sation, pose au moins deux rêts entre les intérêts financiers le premier objectif de cette questions. Un: est-il normal et personnels de MM. Moreau et société est de cofinancer la sage d'investir de l'argent ini- Meyers et leurs fonctions d'ad- construction d'une centrale tialement public dans un pays ministrateur et administrateur hydroélectrique au Nord-Kivu. réputé tant pour son instabilité délégué au sein de Nethys?... ●

politique que pour le haut taux

CHRISTIAN CARPENTIER

Nethys et Pierre Meyers réagissent

«Aucun conflit d'intérêts!»

Comment réagissent les principaux intéressés à cet investissement surprenant au Congo? Sollicité par nos soins, Stéphane Moreau a décliné notre demande d'entretien «pour raison de santé». La porte-parole de Nethys et Pierre Meyers nous ont quant à eux tenu un discours identique, refusant tout conflit d'intérêts mais refusant de se prononcer sur l'utilisation par ricochet d'argent public issu de Publifin (ex-Tecteo).

«Tout est parti d'une mission économique en 2015 au Congo, organisé par l'Awex et emmené par le ministre Marcourt», nous a expliqué M. Meyers, gérant de

sa société familiale qui détient 25% du capital de la SA «Électricité du bassin de Ivugha» et administrateur de Nethys. «Nous y avons été mis en contact avec un partenaire congolais, STS, dont les principaux responsables sont Belges. Leur éthique est irréprochable, elle n'est nullement soupçonnée de pratiques discutables comme la corruption.» «STS avait des projets de développement d'une production hydroélectrique dans la province du Nord-Kivu, via des centrales de petites tailles. Ils faisaient donc appel à l'initiative privée pour les y aider. Et nous sommes convenus d'un projet pilote pour le bassin d'Ivugha. Et

Elicio, filiale de Nethys spécialisée dans l'énergie renouvelable, s'est intéressée au projet. Mais en raison du

risque d'instabilité de la région, elle n'a accepté qu'une mise de fonds très limitée, à 200.000 euros. C'est une somme dérisoire que trois autres personnes ont complétée sur fonds propres, pour atteindre 800.000 euros. Je viens à titre personnel d'y ajouter un prêt subordonné de 500.000 euros. C'est vous dire si je prends un risque personnel! Mais la Belgique a presque un devoir d'aider ce pays avec lequel elle entretient des liens depuis si longtemps!»

«JE NE ME PRONONCE PAS»

Sauf qu'ici, ce n'est pas la Belgique, mais les Liégeois dont on confisque en quelque sorte les dividendes. «Je ne me prononce pas sur la question de savoir s'il est bien que de l'argent public parte ainsi à l'étranger, c'est au politique à en décider», rétorque M. Meyers. «Mais si des Wal-

lons ne sont pas capables de prendre un risque industriel pareil, c'est à désespérer! Et si les frontières wallonnes sont les seules frontières pour entreprendre, je quitte la Wallonie!» Sur la question du conflit d'intérêts, il dément. «Nos conseillers juridiques sont formels: il n'y en a pas. Stéphane Moreau et moi ne sommes pas administrateurs d'Elicio, qui a pris 25% du capital. Nous le sommes chez Nethys, qui la détient à 99%, mais nous ne sommes pas intervenus dans la prise de décision.

nos intérêts ne sont pas opposés: ils vont dans le même sens.» ●

CH.C.

L'avertissement très sévère de Paul Magnette

Si le PS ne réagit pas, c'est son existence qui est en danger!

Sortie étonnante de Paul Magnette, hier matin, sur

La Première. Interpellé sur une intervention qu'il aurait faite lundi, au Bureau du Parti socialiste où il évoquait la disparition possible du PS «si l'on ne faisait rien», le ministre-président wallon n'a pas démenti (même si d'après certaines sources, sa sortie de lundi était plus générale, évoquant des «structures politiques», pas seulement le PS). «Oui, je le dis à tous les militants», a-t-il embrayé en radio. «Le parti a disparu en Grèce, l'espagnol est au bord de la disparition également, comme le néerlandais. Le PS français est en mauvais état. Si les socialistes ne comprennent pas qu'il faut un sursaut éthique fort et rapide chez nous (...) Tout le monde doit montrer l'exemple dans une

société où le pouvoir d'achat stagne. Les ministres aussi. Même si je ne considère pas qu'ils ne méritent pas ce qu'ils gagnent, les ministres doivent faire de plus gros efforts en termes de salaire: -10, -15, -20 ou -25% s'il le faut...»

DI RUPO À 100% D'ACCORD

Qu'en pense le président du PS? Paul Magnette ne dramatise-t-il pas la situation? «Elio Di Rupo et Paul Magnette sont à 100% sur la même longueur d'ondes», répond-on au boulevard de l'Empereur, siège national du parti à Bruxelles: «Ils ont travaillé ensemble à l'élaboration des 21 mesures présentées lundi, et le gouvernement wallon est déjà en train de travailler à leur concrétisation.»

Le parti se sent donc en dan-

ger? «On se trouve face à des personnes élues ou désignées au nom des idéaux du Parti socialiste et qui adoptent des comportements en totale contradiction avec nos valeurs. Ce n'est ni admissible, ni défendable pour le PS: une réaction à la hauteur des événements était nécessaire pour qu'on puisse continuer à défendre à l'avenir, de manière crédible, nos propositions pour le pouvoir d'achat des citoyens, pour plus de justice sociale, pour plus de solidarité.»

Et avis aux mauvais esprits, cela n'aurait rien à voir avec la poussée du PTB dans les sondages. «Non, ceci est tout à fait indépendant: il y a eu des comportements scandaleux et c'est notre responsabilité de faire en sorte que ça n'arrive plus.» ●

DIDIER SWYSEN